

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Bachelet-annonce-des-mesures-pour-revoquer-l-amnistie-a-responsables-de-la-dictature>

Bachelet annonce des mesures pour révoquer l'amnistie à responsables de la dictature.

- Les Cousins - Chili -
Date de mise en ligne : lundi 16 octobre 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Associated Press

Santiago. Le dimanche 15 octobre 2006.

La présidente chilienne Michelle Bachelet a déclaré samedi, lors d'une visite émouvante dans un centre de torture où elle fut détenue en compagnie de sa mère sous le régime militaire, que son gouvernement prendrait des initiatives pour révoquer la loi d'amnistie qui empêche l'inculpation de responsables ayant commis des violations des droits de l'Homme pendant cette période.

La Villa Grimaldi, où les forces de sécurité du général Augusto Pinochet détenaient, torturaient et tuaient les dissidents du régime, a depuis été transformée en un site à la mémoire des victimes de la dictature dans les années 1973-1990.

Dans un discours prononcé sur place, Mme Bachelet a déclaré que ce qui était jadis « un endroit de terreur, de souffrance et de tristesse » était devenu « un espace d'espoir, de liberté et de paix ».

Mme Bachelet, alors étudiante en médecine, âgée de 22 ans, avait été détenue plusieurs semaines dans ce centre en 1975, en compagnie de sa mère. Elle n'a jamais décrit cet épisode de sa vie dans le détail, mais il semblerait que les deux femmes, qui avaient presque toujours les yeux bandés, aient été victimes d'abus.

La loi d'amnistie qu'Augusto Pinochet a fait voter en 1978 a empêché jusqu'ici la poursuite des coupables de sévices sous la dictature. Mais la présidente chilienne a indiqué samedi que son gouvernement allait prendre sous peu des mesures pour la révoquer, suite à l'arrêt récent de la Cour interaméricaine des droits de l'Homme qui juge cette amnistie contraire au droit international.

« Le gouvernement annoncera bientôt des mesures qui assureront que l'État chilien agira en accord avec le droit international », a-t-elle déclaré sans donner plus de détails.

Quelque 4500 personnes ont été détenus à la Villa Grimaldi entre 1973 et 1978. La plupart ont été torturées, nombre d'entre elles ont été tuées, et 200 sont encore portées disparues.

Selon un rapport officiel, 3.197 personnes ont été tuées pour des motifs politiques sous la dictature. On ignore encore aujourd'hui ce que sont devenues plus d'un millier d'entre elles.

Un tribunal chilien a récemment levé l'immunité qui protégeait le général Pinochet, ouvrant ainsi la voie à son inculpation pour enlèvements et actes de tortures perpétrés à la Villa Grimaldi.